

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 17977 - 70ÈME ANNÉE

LACRISE

350 emplois et 5000 candidats attendus



Le 2 octobre dernier, la Mairie de Saint-Denis mettait en jeu 400 postes, 3000 demandeurs d'emploi s'étaient présentés au Petit Stade de l'Est. Hier, Pôle Emploi avait regroupé une quinzaine d'entreprises prévoyant d'embaucher un total de 350 personnes. L'institution prévoyait dès l'ouverture des portes la venue de 5000 chômeurs. Ces faits rappellent le problème numéro un à La Réunion: faire respecter le droit à un travail.

Plus de 17000 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi. Cela signifie que plus de 17000 compatriotes cherchent un travail. Hier, Pôle emploi organisait sur la place du marché forain de Saint-Paul un job dating. Le principe est de regrouper en un lieu

des entreprises qui recrutent et des demandeurs d'emploi. Le chômeur a 10 minutes pour convaincre. En plus de cette bourse aux emplois, deux autres espaces accueillent les demandeurs d'emploi: formation et la création d'activité.

La semaine dernière, la mairie de Saint-Denis et Pôle emploi avait organisé un job dating. 300 postes étaient à pourvoir, 3000 candidats se sont présentés. L'opération était renouvelée hier à Saint-Paul dans le cadre d'une opération intitulée Carrefour de l'em-

ploi. Une quinzaine d'entreprises étaient prêtes à embaucher au total 350 personnes. Interrogé quelques minutes avant l'ouverture des portes par Réunion Première, le responsable de Pôle emploi annonçait viser l'objectif de 5000 demandeurs d'emploi présents sur le site du marché forain.

Effectivement, dès l'ouverture c'était la cohue. Les rencontres se passaient sous un chapiteau de 300 mètres carrés, il était pris d'assaut. Il était clair que ceux qui sont arrivés à l'heure pile étaient condamnés à attendre des heures en plein soleil pour espérer décrocher un entretien. À l'extérieur, quelques panneaux recensaient des offres non satisfaites. Ainsi, une entreprise avait recours à Pôle emploi pour rechercher un aide maçon payé entre 1500 et 2000 euros pour 35 heures, une autre a besoin d'un aide plombier.

C'est l'espace emploi qui a accueilli et de loin le plus de monde.

Arrêtons de gaspiller notre richesse

Ces job dating montrent l'ampleur de la tâche à accomplir pour relever le défi de l'emploi. Quelques

centaines d'offres mises en avant, et aussitôt des milliers de Réunionnais viennent postuler. C'est la conséquence d'une crise structurelle qui perdure depuis plusieurs décennies. A ce jour, aucune mesure n'a réussi à endiguer la montée inexorable du chômage. La riposte passe par des changements bien plus profonds que ceux mis en œuvre jusqu'ici.

La Réunion a en effet pour elle la richesse d'une jeunesse qui veut travailler. C'est ce que ne cessent de

montrer les différents job-dating. Ces jeunes doivent être respectés et donc le choix entre le chômage et l'exil ne doit plus être la seule voie imposée pour la majorité d'entre eux.

Arrêtons donc de gaspiller la plus grande richesse de La Réunion, sa jeunesse, et mobilisons nous pour remettre en cause un système injuste qui repousse plus d'un jeune sur deux dans le chômage.

M.M.



Des jeunes sous le soleil pendant des heures à la recherche d'un emploi. Voilà comment le système actuel traite la jeunesse réunionnaise.

Service public pour l'emploi régional Emplois d'avenir : prise en charge de 90% du salaire net

L'État prendra à sa charge 90% du salaire net des contrats emplois d'avenir déjà signés et futurs. 4500 devraient être signés cette année, ce qui correspond à moins de la moitié du nombre des nouveaux bacheliers.

La première séance du Service public pour l'emploi régional présidée par le préfet Dominique Sorain a été marquée par une annonce: l'État prendra à sa charge 90% du salaire net des contrats emplois d'avenir déjà signés et futurs. Cette mesure phare vise à illustrer l'implication de l'État dans la lutte contre le chômage. Elle est réservée au secteur non marchand.

Lors de la conférence de presse qui a suivi, le préfet a lancé un appel à la mobilisation pour utiliser au maximum les dispositifs existants.

Cela permet de rappeler les différents objectifs pour 2014 et leur état de réalisation:

- contrats unique d'insertion: 12871 prescrits sur un objectif de 21198
- CAE pour travailleurs seniors: 1450 prescrits pour 5000 disponibles

- emplois d'avenir dans les collectivités et les associations: 1383 signés, 643 en cours, 1702 encore disponibles. S'y ajoutent 554 signés dans le secteur marchand.

Le financement de l'État permettra donc cette année la signature de

moins de 4500 emplois d'avenir, dont 3700 avec la subvention égale à 90% du salaire net. C'est bien loin de 40000 annoncés à la télévision par le chef de l'État.

Rappelons que l'employeur doit s'acquitter de 10% du salaire net, des cotisations sociales, de la fiscalité et du financement d'un parcours de formation. Le montant de cette part patronale n'a pas été précisée hier.

Par ailleurs, le préfet a insisté sur le dynamisme de l'économie réunionnaise. Le nombre de créations d'emploi salarié est en hausse constante depuis 4 ans. C'est à contre-courant de la tendance observée en France. Mais cela ne permet pas de compenser l'impact de la croissance démographique.

Enfin, le représentant de l'Etat a annoncé l'application du crédit emploi compétitivité emploi (CICE), d'abord au même taux que le droit commun à 6%, puis à 7,5%, ensuite à 9%, et à 12% pour des secteurs jugés vulnérables sous réserve d'une autorisation de l'Union européenne.

M.M.

Edito

Le Président français serait-il devenu un marchand de parole ?

La population a fait la connaissance d'un Président français qui ne tient pas ses promesses. Sur le plan des affaires internationales serait-il déjà un marchand de parole?

Les mots sont forts mais comment qualifier autrement le Président actuel qui nous a assuré « le changement, c'est maintenant » puis engage la France dans une politique de restrictions tout azimuths? Il fait exactement le contraire de ce qu'il a annoncé. A La Réunion, ses engagements sont connus et nous avons publié la vidéo-témoin. Récemment, il est venu en visite mais n'en fait aucunement référence. Mieux, il a fait de nouvelles promesses qui ne seront pas tenues.

Sur le plan mondial, il écoute les Américains et ne veut pas honorer la vente de 2 porte-hélicoptères de type Mistral à la Russie. Si bien que les Russes lui demandent de livrer le matériel commandé ou bien de rendre l'argent. C'est tout à fait logique. Il s'agit d'un contrat dont le montant se chiffre à 1,2 milliard d'euros. Comment qualifier quelqu'un qui remet en cause un contrat de manière unilatérale?

Le Président français conduit la France dans une impasse totale. S'il ne veut pas perdre la face, il doit se ressaisir en urgence et honorer ses engagements. S'il s'est converti à la haute finance ou s'il est devenu mauvais joueur, il ne doit pas ridiculiser la France. Prochainement, Fabius, ministre des Affaires étrangères, devra tenter de trouver une issue aux sanctions absurdes et inefficaces décrétées contre la Russie.

Ainsi, sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, le Président français apparaît de plus en plus comme un homme peu fiable. Pour satisfaire les intérêts des Américains, il risque de se poser en marchand de parole.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991-2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re



Jean Youssouf, Nicolas Ritter, Sheila Tlou, Mitcy Larue, Rony Arnephy. La région Océan Indien peut être la première du monde à atteindre l'objectif zéro nouvelle infection, zéro décès et zéro discrimination lié au VIH.

Notre région à la pointe de la bataille pour le zéro nouvelle infection, zéro décès et zéro discrimination

Mettre fin au SIDA

À l'occasion d'une conférence de presse sur le récent rapport sur les écarts d'ONUSIDA, Sheila Tlou, Mitcy Larue et Jean Youssouf ont assuré qu'il est possible dans les pays de l'Océan indien de «mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique à l'horizon 2030».

Cette conférence fait suite à l'annonce faite le 25 septembre par le Programme commun des nations Unies sur le VIH/Sida (ONUSIDA) de la nouvelle stratégie préconisant de «donner un coup d'accélérateur rapide et massif aux programmes de prévention et de traitement du VIH en privilégiant une approche centrée sur les individus», afin de mettre fin à l'épidémie d'ici 2030.

Pour le professeur Sheila Tlou, il est tout d'abord indispensable de lutter contre la discrimination et la stigmatisation des personnes at-

teintes par le virus. Car «les pays qui ignorent la discrimination et tolèrent les inégalités ne réaliseront pas tout leur potentiel et seront confrontés aux graves conséquences de l'inaction sur le plan de la santé publique et sur le plan financier».

Lutter contre les discriminations

Pour cette dernière, l'important est

l'éducation, l'information, la prévention et l'accès aux soins. Dans l'Océan indien, près de 370 personnes sont traitées pour le VIH aux Seychelles, entre 845 et 850 à La Réunion, plus de 635 aux Comores, plus de 10.000 à Maurice et enfin à Madagascar, le pays est le plus touché de la zone avec près de 55.000 cas.

C'est pourquoi «nous avons besoin d'une coopération entre les îles pour lutter contre les discriminations. Il faut accélérer le processus par des actions fortes». Ce qui se traduit par «la nécessité d'assurer un accès équitable à des services

VIH de qualité», car c'est «un impératif tant du point de vue des droits de l'homme que de la santé publique».

Travail en commun

De leurs côtés, Rony Arnephy, président de Ravane et Nicolas Ritter, du PILS (Prévention Informations Lutte contre le Sida) ont mis l'accent sur les obstacles entravant l'engagement de la société civile. Cette dernière reste un excellent repart contre la maladie et est une priorité. En effet, pour ces militants la conscientisation de la société civile et son engagement permettrait de réduire les risques de contamination.

Pour la ministre de la santé des Seychelles, Mitcy Larue et le vice-secrétaire général de la Santé, Jean Youssouf, «de nombreux défis sont à relever», comme la réactualisation des données, la prise en charge globale des malades. Mais l'important pour la ministre est «de travailler ensemble dans un but commun. Chaque pays a son défi, mais c'est en mettant ensemble nos ressources et nos objectifs que l'on pourra atteindre les trois zéros» : zéro nouvelle infection à VIH, zéro discrimination, zéro décès lié au sida

Il s'agit donc «d'accélérer l'action en fonction de la localisation et des populations» afin de réduire le nombre de personnes nouvellement atteintes, de dépister les personnes atteintes et enfin de les soigner, ce qui à terme, espèrent les scientifiques et politiques, mettra fin à la maladie.

Investir pour lutter contre la maladie

D'après le «Gap rapport» (rapport sur les écarts), 19 millions de personnes sur 35 millions vivent aujourd'hui avec le VIH sans le savoir. Pour Sheila Tlou, directrice régionale/ESA ONUSIDA, il faut combler l'écart entre les personnes atteintes par les services de lutte contre le HIV et les personnes qui ne le sont pas. Pour cela «il faudra de la recherche et de l'innovation associées à des lois protectrices qui favorise les droits de l'homme».

Cela demande pour tous les pays du monde et particulièrement les pays les plus touchés des investissements en matière d'infra-

structures, d'outils médicaux, de campagne d'information et de prévention. Des investissements qui restent entre les mains des pouvoirs publics, appelés à participer activement à la lutte contre le SIDA. Des politiques présents comme Jean Youssouf, vice-secrétaire général de la Santé des Comores qui a évoqué le bilan de la lutte contre le SIDA dans son pays. Ces derniers ont assuré que les autorités avaient engagés des dé-

marches dès l'apparition du virus dans les années 1980. Toutefois, Jean Youssouf a reconnu des difficultés notamment en matière de dépistage. Cependant, son pays a pour objectif de dépister 90% des plus de 800.000 Comoriens. Pour Nicolas Ritter, il s'agit de «faire en sorte que la zone océan indien soit la première à atteindre l'objectif à l'horizon 2030».

Céline Tabou

Situation dans l'océan Indien

Ebola: «pas de panique à avoir»

Au cours de ce point presse, le cas du virus Ebola a été évoqué, particulièrement les risques possibles que la maladie arrive dans la zone océan indien. Pour l'ensemble des intervenants, il «n'y a pas de panique à avoir, car tous les moyens sont mis en oeuvre pour éviter l'arrivée de Ebola».

Pour Nicolas Ritter, le virus Ebola peut être comparé au SIDA, pas dans son mode de transmission mais «il y a la même panique. On ne sait pas grand chose, mais il y a une stigmatisation des individus, certains sont tués ou mis à l'écart, et une stigmatisation d'un pays, où on bloque les frontières. Cette stigmatisation concerne aussi tout le continent africain».

Pour ce dernier «le VIH et Ebola nous montrent qu'un pays est plus touché qu'un autre c'est parce que son système de santé n'est pas d'un haut niveau pour traiter, prévenir et soigner», a ajouté le responsable de PILS qui préconise un «travail de renforcement des systèmes de santé et des outils médicaux», de prévention, de détection et de soin.

De leurs côtés, Jean Youssouf et Mitcy Larue ont assuré que dans leurs pays respectifs «l'alerte épidémie a été lancée» à travers des campagnes d'informations, des prises de

contacts entre chaque île de la zone et «il existe des protocoles et procédures». Pour Jean Youssouf, vice-secrétaire général à la santé aux Comores, «ça nous fait peur, mais on va essayer de lutter pour anticiper et éviter la venue du virus».

Pour sa part, Sheila Tlou a évoqué la nécessité d'éduquer et d'informer les populations pour faire face à de telles épidémies. «On a besoin de coopération dans la zone Océan indien», a assuré cette dernière, qui n'est pas contre la proposition de Nicolas Ritter de taxer les transactions financières de 0,01% afin d'obtenir les fonds suffisants pour lutter contre tout type de maladie mais aussi contre le réchauffement climatique. «Si la société civile de l'Océan indien est solidaire à ce mouvement mondial pour dire taxons les transactions financières, alors on pourra lutter contre les grandes pandémies».

Céline Tabou

Le député des Outre-mer représentera le Parlement européen Younous Omarjee au Conseil des ministres européens à Milan

Le député européen Younous Omarjee se rendra ce jeudi 9 et ce vendredi 10 octobre à Milan pour représenter le Parlement européen au Conseil des ministres en charge de la politique de cohésion. En tant que 1er Vice-Président de la commission développement régional (REGI), il conduira la délégation du Parlement et interviendra pendant 15 minutes pour défendre l'avenir de la politique de cohésion et des fonds structurels auprès des ministres des 28 États membres, du Président du Conseil européen et du Commissaire européen Johannes Hahn.

Tout l'enjeu de la discussion portera sur la question de la mise en œuvre du nouveau principe dit de «conditionnalités macroécono-

miques». Ce principe prévoit que le versement des fonds structurels européens puisse être désormais suspendu pour les États membres qui ne respectent pas la règle d'or budgétaire et qui ne mettent pas en œuvre les mesures destinées à faire décroître leurs déficits.

Pour Younous Omarjee, la question est aujourd'hui de savoir avec quel niveau de rigueur ce mécanisme sera mis en œuvre lorsqu'un État membre ne sera pas en mesure de respecter les critères européens de bonne gouvernance économique. «Voilà tout l'objet de notre discussion de ce vendredi» a-t-il précisé en ajoutant que «cela est d'autant plus important pour nos régions d'outre-mer que notre gouvernement a annoncé qu'il ne serait pas en mesure de respecter, ni en 2014,

ni en 2015, les engagements de réductions des déficits qu'il avait pris auprès de ses partenaires européens.

Le député européen fera part aux ministres des États membres que la priorité du Parlement européen est d'épargner les régions les moins développées de ces suspensions des crédits européens en cas de sanction pour la mauvaise gestion de la dette du pays concerné. «Imaginez un instant si demain les fonds structurels se trouvaient suspendus pour l'Outre-mer au motif que la France ne respecte pas ses objectifs de réduction de son déficit? Nous ne pouvons rester sans réagir!» a insisté le député Younous Omarjee.

Un sommet sur l'emploi des jeunes pour rien

Réunis à Milan en Italie, mercredi 8 octobre, les dirigeants européens ont abordé le chômage des jeunes. Malgré la volonté de Matteo Renzi, président du Conseil italien, soutenu par le président François Hollande, le sujet n'a pas été au centre des débats.

Près de 5 millions d'Européens de moins de 25 ans sont sans emploi, pourtant ils n'étaient pas au centre des préoccupations. En effet, le sommet a failli être annulé par Rome le mois dernier, en raison des polémiques sur la possible démission de deux gouvernements de gauche face à la lutte contre le chômage des jeunes.

Après deux sommets similaires, en juillet 2013 à Berlin et en novembre 2013 à Paris, le sujet a beau être débattu, aucune mesure n'est prise pour répondre aux attentes de la jeunesse européenne. Seule une initiative adoptée a été lors du Conseil européen d'avril 2013.

Des dispositifs inadaptés

À cette époque, il s'agissait de pousser les États membres de l'Union européenne à présenter des projets visant réduire le taux de chômage des moins de 25 ans, mais également à garantir un stage, une formation ou un emploi dans les quatre mois suivant leur sortie d'école ou leur perte d'emploi.

En France, cette initiative a abouti pour le moment à la création de la Garantie Jeune. Toutefois, la France a bénéficié d'une enveloppe de 620 millions d'euros pour renforcer les missions locales et le Pôle emploi, ainsi que pour financer l'apprentissage, les emplois d'avenir, ou la lutte contre les décrochages. Paris a reconnu avoir des difficultés à mettre

en place un plan pour lutter contre le chômage des jeunes, en raison des législations européenne et française.

Malgré cette initiative, le constat reste le même, les jeunes sont les premières victimes du chômage en France et en Europe, en raison de la crise de la dette souveraine. Les jeunes ont un taux de chômage record de près de 24 %, soit plus de deux fois supérieur à celui de leurs aînés.

Pire certains voient leurs conditions de vie se dégrader, dues à la précarité de leurs emplois, passant généralement de stages en mission d'intérim, de CDD en contrats aidés. Une flexibilité du travail qui se traduit par une durée moyenne de cinq ans de précarité, avec ou sans diplôme. Sans compter les refus de prêts, les difficultés à se loger, se nourrir, et à sortir de la dépendance parentale et être autonome.

Changer le pacte de responsabilité

Sachant qu'ils ne pourront pas lutter dans ces conditions contre le chômage des jeunes, Paris et Rome ont voulu par le biais de ce sommet européen faire changer les modalités du pacte de stabilité et de croissance, qui fixe comme objectif un déficit public inférieur à 3 % du produit intérieur brut (PIB). François Hollande et Matteo Renzi souhaitent que ce traité prenne davantage

en compte des critères sociaux, ainsi que l'investissement ou la nécessité de relancer la demande.

L'appel a été entendu par les eurodéputés affiliés au groupe des Verts au Parlement européen : Karima Delli (France), Ska Keller et Terry Reintke (Allemagne) et Ernest Urtasun Domenech (Espagne) qui ont indiqué dans une tribune publiée sur différents sites d'information qu'il fallait sanctuariser «les dépenses publiques dans l'éducation et la jeunesse, garantie d'une postérité aujourd'hui menacée». Ces derniers ont indiqué que «pour conserver une chance de fonder un avenir européen, nous appelons les dirigeants européens à les soustraire à la barrière inique des 3% de déficit».

Les eurodéputés ont prévenu que «nos dirigeants ne suscitent plus la colère chez les plus jeunes. Ils ne suscitent plus rien, c'est là le danger pour l'Europe». Pour eux, à «nier l'urgence climatique et les difficultés quotidiennes des plus fragiles d'entre nous, ils nourrissent nihilisme et envie, là où partage et solidarité sont nécessaires». Raison pour laquelle, Karima Delli, Ska Keller et Terry Reintke et Ernest Urtasun Domenech propose que «pour que l'Europe ait un avenir au sein du monde de demain, nous les appelons à préparer le prochain acte, sous peine d'être la dernière troupe sur scène avant le baisser de rideau».

Céline Tabou

Billet philosophique

«Alon met la min ansanm pou bann marmay i lev»

Dans cette chronique de vendredi dernier, nous avons évoqué plusieurs événements qui nous font réfléchir sur les avancées de notre identité réunionnaise; des avancées à conforter sans cesse face à la politique d'assimilation et de négationnisme à l'égard de "nout rényonezté". Parmi ces événements qui vont nous aider à aller dans ce sens, il y a ce chant magnifique que nous avons cité et qui est intitulé "Hymne à La Réunion", créé en 1991 par le poète réunionnais Idriss Issop-Banian; il a été traduit récemment en créole par un autre poète réunionnais, Patrice Treuthardt, sous le titre "Wayo La Rénion" et mis en musique par l'artiste Maximin Boyer; celui-ci l'a interprété dans le Parc du 20 Désanm à Saint-Leu lors de la 6ème Journée de la fraternité réunionnaise organisée le 28 septembre par le Groupe de Dialogue Inter-religieux de La Réunion (GDIR), présidé par Idriss Issop-Banian. Nous publions ci-après le texte intégral de cet hymne dans ses deux versions. De quoi poursuivre nos réflexions sur les atouts de la pensée créole réunionnaise et sur les changements à apporter à notre société pour améliorer nout viv ansanm.

Hymne à La Réunion

Réunion éden aimé du ciel
Ton nom est un appel
À une Ile fraternelle

Aux enfants de tous les continents
Le destin a donné rendez-vous
Au cœur de ce vaste océan
Dans un temple aux couleurs de l'Amour

Alléluia ! Alléluia ! O vous fils de France
Corsaires colons marins
Bienvenue à vos saintes cantiques !

Sidiamm ! Sidiamm ! O vous fils d'Afrique
Et de la grande Sœur madécasse
Bienvenue à vos maloya nostalgiques !

Namasté ! Vanakkam ! O vous fils de l'Inde
védique
Du Bengale et du Pays Tamil
Bienvenue à vos épopées mystiques !

Huang Ying ! O vous fils de l'Empire céleste
Bâtisseurs de la Grande muraille
Bienvenue à votre antique sagesse !

Mar'haba ! Assalaame ! Mar'haba !
O vous fils des Comores et du Gujerat
Bienvenue à vos sacrées sourates !

Tous ensemble, fils de notre Ile arc en ciel
Sur cette perle née du souffle divin
Bâtissons pour nos enfants de demain
Une Réunion de paix ! Une Réunion fraternelle.

Wayo La Rénion

La Rénion nout paradi lo siel la vanté
Out non lé kom in zapel
Pou nou viv dann in péi an dalonaz

Destin bondié lanminn tout zanfana la ter
Dann gran milié loséan indiyin
Kom in salvert kouler lamour

Alléluia ! Alléluia ! azot zanfana Lafrans
Lo bann pirat kolon ek marin
Ariv azot ek zot liv lévanzil

Sidiamm ! Sidiamm ! azot zanfana Lafrik
Sanm zot gran ser Malgasine
Ariv azot ek zot maloya lo tan lontan

Namasté ! Vanakkam ! azot zanfana Ramayana
Péi Bengal aou Péi Tamoul aou
Ariv azot ek zot barldon narlégon

Huang ying ! Azot zanfana roiyom lo siel
La konstrui lo Gran mir la Chine
Ariv azot ek zot parol lontan

Mar'haba ! Assalaame mar'haba !
Azot zanfana Komor zanfana Goujrat
Ariv azot ek zot sourat sakré

Ansanm ansanm zanfana nout Péi tout-kouler
Si lo pti bout la ter bondié la doné
Alon met la min ansanm pou bann marmay i lev
Pou zot gingn viv an péi isi La Rénion ! An
dalonaz.

Oté

Ebola:

Si gouvèrnman i bouz pa, i fo mète do boi avèk li!

Lé ga, zot la fine antann parl lo viris "ébola"? Sa i fé déga dann dé-troi péi l'afrik dé l'ouès é d'après sak i di na d'ot péi ankòr i sava konète so dézagréman. la plipar sé bann péi mizèr, touléka nana in bonpé d'moun mizèr dann zot popilasyon. I paré mèm maladi-la la fine sote la mèr vi k'désèrtin moun i trap lo maladi dann bann péi konm l'Espagn, La Frans épi d'ot ankòr. Soi zot la trap lo maladi dann bann péi ataké, soi zot la frékant in moun té ataké dann bann péi l'Afrik, osi in famiy demoun ataké...

Na in bonpé késtyon lé bon pou pozé dann in ka konmsa. Promyé késtyon: koman anbar shomin viris-la si toulmoun lé otorizé voyazé.,. Viris la pa bézoin pas-por, la pa bézoin viza non pli. Dézyèm késtyon: si na in vaksin, i fo vaksine tout demoun. Lé itil é kisa na lo moyin pou moiyéné? Sa sé in késtyon lé pa fasil pou réponn. Troizyèm késtyon: déga dann l'ékonomi nora sa, pa dann bann péi l'érop ou sinonsa l'amérik mé dann bann péi l'Afrik. Konm i di, lo prodiksyon intèryèr i sava dégringolé par lo maladi sansa par lo tapaz in pé la fé. Sé plito lo tapaz mi pans!

Astèr kosa i pé éspas pou nou rényoné? La maladi va kontourn anou san touthé? Lo minis la di La Frans lé paré pou pou défons lo viris épi la amontr bann kostime kosmonote, bann mask oksizène, bann médsin, infirmyèz an pagay. Ebola, ton poi lé o fé! Di vitman, mé kroï pa tro! Arsouvien azot lo kou d'chikungounya? in minis la di, sa in apès grip, in somènn épi li lé bati. Bati? A ouète! Dé san sinkant mil rényoné la gingn sa é ziska zordi in pé na ankòr doulèr é sak lé mor lé bien mor. Donk antansyon é si gouvèrnman i bouz pa i fo mète do boi avèk li.

Justin

In pti kozman pou la rout: «**Karapat dsi tété bèf mèg**». Zot i kosa i lé karapat zot? Moin la fine vi sa é pa rienk in foi. Sanm pou moin i apèl sa osi bann tik. Kan in zanimò na sa, li lé mal aranzé, mi pé dir azot. Astèr kosa mon kozman i vé dir? I vé dir, kan ou lé faye, kan ou lé mizèr, si na in tablatir pou pran an promyé, sé pou ou. Kisa i lisansyé an promyé? Dsi kisa i tir la tar kan na in dète? Kan i rofiz ranbours in médikaman, sé lo pov, lo faye, lo maladi, k'i pran lo shok. Kisa i rofé pa son linète? kisa i fé pa répar son kaz? Kisa i fé pa songn son shiko d'dan? kisa i obli pèy l'asirans son vyé kok loto? Ala in n'afèr pou fé travay zot koko. Ala in n'afèr pou fé bouy zot matyèr griz? mi kont di zot. Dakor?